

Marché Public de Fournitures

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur (PA)

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, et de l'Aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des Routes Île-de-France (DiRIF).

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des Transports d'Île-de-France en vertu en vertu de l'arrêté de délégation n°IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023

Objet de la consultation

Location de balayuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la DiRIF

Remise des offres

Date et heure limite de réception : Mardi 26 novembre 2024 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse de l'acheteur)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCTP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET NORMES , DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
1-1 Objet De l'accord-cadre :.....	6
1-2. Objectif de l'accord-cadre.....	6
1-3. Descriptif des prestations.....	6
1-4. Lieux d'exécution des prestations.....	6
1-5. Forme du marché	8
1-6. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	8
1-6.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché :	8
1-6.2. Notifications et décisions :	9
1-6.3. Notifications par échanges dématérialisés ou supports électroniques :	9
1-7. Point de départ du délai d'exécution.....	9
1-8. Passation des commandes	9
1-9. Décomposition en tranches et en lots.....	10
1-10. Mesures de sécurité-Prestations intéressant la Défense-Obligation de discrétion :.....	10
1-10.1.Mesures de sécurité.....	10
1-10.2 Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense » :.....	10
1-10.3 Obligation de discrétion :.....	10
1-11. Contrôle des coûts de revient	10
1-12. Dispositions générales	10
1-12.1. Dispositions d'ordre générales.....	10
1-12.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
1-12.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	11
1-12.4. Assurances.....	12
1-12.5. Désignation de sous traitants en cours de marché :	12
1-12.6. Réalisation de prestations similaires :	12
1-12.7. Clauses sociales et environnementales :	12
1-13.Ordres et services :.....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	13
3-1. Tranche(s) conditionnelle(s)	13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes	13

3-2.1. Contenu des prix	13
3-2.2. Les modalités du règlement des comptes du marché :	14
3-2.3. Modalités de paiement des avances- Acomptes, soldes et indemnités- Intérêts moratoires	14
3-3. Variation dans les prix.....	15
3-3.1. Révision des prix.....	15
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché	15
3-3.3. Choix de l'index de référence :	15
3-3.4. Modalités de révision des prix	16
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	16
3-4. Paiement des sous-traitants	17
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION – PENALITES ET PRIMES	17
4-1. Délai de réalisation	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avances.....	17
4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts :	17
4-3. Pénalités et retenues autres que le retard d'exécution.....	17
4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention	17
4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention.....	17
4-3.3. Pénalité pour indisponibilité	18
4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux.....	18
4-3.5. Pénalité pour non remise de documentation	18
4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	18
4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur	18
4-3.8. Autres pénalités diverses.....	18
4-4 Primes pour la réalisation anticipée des prestations.....	18
4-5 Interventions	19
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	19
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances	19
ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE	20
7-1. Période de préparation	20
7-2. Programme d'exécution	20
7-3. Conditions d'exécution	20
7-3.1. Dispositif de sécurité.....	20
7-3.2. Installation des chantiers du titulaire	20

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire- Stockage, emballage et transport :	20
7-3.3.A) Matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire	20
7-3.3.B) Stockage, emballage et transport :	20
7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique	20
7-3.5. Maintiens des communications	20
7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire	20
7-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur	21
7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation	21
7-3.8.A) Prise en charge des installations :	21
7-3.8.B) Restitution des installations :	21
7-3.8.C) Prise en charge et restitution de la documentation des installations :	21
7-3.9. Documentation technique	22
7-3.10. Revendication des tiers	22
7-4. Conditions d'intervention	22
7-4.1. Nature des interventions	22
7-4.2. Initiatives	22
7-4.3. Période d'intervention	22
7-4.4. Délai d'intervention	22
7-4.5. Durée d'intervention	22
7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions	22
7-4.7. Documents à établir après intervention	22
7-5. Formation	22
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité	23
7-6.1. Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur :	23
7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil	23
7-6.1. Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur :	23
7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil	23
7-6.3. Surveillance médicale des salariés	24
ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES	24
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais	24
Sans objet.	24
8-2. Admission	24
8-3. Garantie(s)	24
8-3.1. Garantie des prestations	24
8-3.2. Garantie de suivi de la documentation :	24

8-3.3. Garanties particulières	24
ARTICLE 9. RESILIATION	24
ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25
a) CCAG :	25
b) CCTG et CPC travaux publics	25
c) Normes françaises homologuées	25
d) Autres Normes :	26

ARTICLE 1 : OBJET ET NORMES , DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1 Objet De l'accord-cadre :

Location de balayeuses aspiratrices pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier national géré par la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF).

1-2. Objectif de l'accord-cadre

Dans le but de permettre aux CEI de réaliser les différentes missions d'exploitation et d'entretien du réseau routier national en période VH, la DiRIF s'appuie d'une part sur le matériel dont elle est propriétaire et d'autre part sur du matériel issu de location afin de compléter son parc. Ce marché vise à répondre au second besoin.

1-3. Descriptif des prestations

Les prestations concernent :

- la location par jour, par semaine, par quinzaine, par mois, par trimestre, par semestre, par année et par période VH (1er novembre année N au 31 mars de l'année N+1) de service hivernal sans chauffeur ;
- le dépannage, la réparation ou le cas échéant le remplacement du matériel défaillant.
- la mise en place d'un service d'astreinte 24h/24, 7j/7 : nuit, weekend et jours fériés.
- en cas de panne des matériels, le titulaire s'engage à faire intervenir son assurance et / ou un dépanneur-réparateur 24 h / 24 et 7 jours / 7, afin que le matériel soit à nouveau opérationnel ou remplacé dans un délai maximum de six heures (6h) à compter de l'appel téléphonique émis par le RPA
- le titulaire assurera pour chaque prix, une prise en main des matériels. Cette prise en main sera réalisée sous forme de formation sur le lieu de livraison du matériel indiqué sur le bon de commande.

1-4. Lieux d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur l'ensemble des Unités d'Exploitation de la Route (UER) de la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF), constituées de 18 sites dont les adresses sont indiquées dans le présent document.

Les différents départements où s'exécuteront les prestations sont : la Seine-et-Marne (77), les Yvelines (78), l'Essonne (91), les Hauts-de-Seine (92), la Seine-Saint-Denis (93), le Val-de-Marne (94) et le Val-d'Oise (95).

ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE OUEST (AGER Ouest)	
UER de Jouy-en-Josas	
CEI de Jouy-en-Josas	1, rue Etienne de Jouy, 78350 Jouy-en-Josas
CEI d'Ablis	Zone Industrielle, RN10, 78660 Ablis
CEI de Plaisir	Centre Hyacinte Sauvage Échangeur RN12/RD134 Route de Paris 78760 Jouars-Ponchartrain
UER de Boulogne-Billancourt	
CEI de Rocquencourt	Triangle de Rocquencourt, 78150 Rocquencourt
CEI d'Orgeval	Chemin de Fauveau, 78630 Orgeval
CEI de Boulogne	16, rue de l'Abreuvoir 92100 Boulogne-Billancourt
UER de Nanterre	
Point d'appui de Gennevilliers	31, chemin des Burons, 92230 Gennevilliers
ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE NORD (AGER Nord)	
UER de Saint-Denis	
CEI de Saint-Denis	1, rue du Bec à Loué, 93200 Saint-Denis
CEI de Rosny-sous-Bois	99, avenue du Général de Gaulle, 93110 Rosny-sous-Bois
UER d'Eragny	
CEI d'Eragny-sur-Oise	1, rue Léo Lagrange, 95610 Eragny-sur-Oise
CEI de Fontenay-en-Parisis	1, rue de la Justice, Lieu-dit "La Justice" 95190 Fontenay-en-Parisis
ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE EST (AGER Est)	
UER de Champigny	
CEI de Champigny-sur-Marne	1-9, rue Eugène Varlin, 94500 Champigny-sur-Marne
CEI de Villeparisis	Centre autoroutier, Route de Villevaudé, 77270 Villeparisis

UER de Brie-Comte-Robert	
CEI de Brie-Comte-Robert	2, allée du Commandant Guesnet, 77170 Brie-Comte-Robert
CEI de Rozay-en-Brie	7 Avenue de l'Epi, 77540 Rozay-en-Brie
ARRONDISSEMENT DE GESTION ET D'EXPLOITATION DE LA ROUTE SUD (AGER Sud)	
UER de Villabé	
CEI de Villabé	Route de Lisses, 91100 Villabé
CEI de Orsay	RN 446, La Folie Bessin, 91400 Orsay
UER de Chevilly-la-Rue	
CEI de Chevilly-la-Rue	82, avenue Georges Guynemer, 94550 Chevilly-la-Rue

1-5. Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R2162-1 à 14 du code de la commande publique (CCP).

1-6. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-6.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché :

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

- **le chef de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation (MiPOLEX)**, pour assumer les fonctions suivantes :
 - 1) la réception des communications du titulaire avec le représentant du pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - 2) la réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - 3) la signature et la notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
 - 4) signature des bons de commande (cf article 1-8 du présent CCAP).
- **les chefs des Arrondissements de Gestion et d'Exploitation de la Route (AGER)** pour assumer les fonctions suivantes :
 - 1) la signature des bons de commande
 - 2) la réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;

- 3) la proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG).
- 4) la suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- 5) l'information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- 6) les vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 et 29 du CCAG).

1-6.2. Notifications et décisions :

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-6.3. Notifications par échanges dématérialisés ou supports électroniques :

Les notifications par échanges dématérialisés ou supports électroniques sont autorisés sous réserve que :

- les documents soient signés au moyen d'un certificat de signature électronique valide dûment référencé,
- l'authenticité des échanges, l'identification de la personne dont ils émanent et les accusés de réception électronique soient vérifiables.

1-7. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution. Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA.

Il n'y a pas de période de préparation.

1-8. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par :

- les chefs d'AGER ou le chef de la mission de la politique et des moyens de l'exploitation (MiPOLEX) ou leur représentant ayant délégation de signature.

Les bons de commandes pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h au vendredi 12h, par mail. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi par messagerie électronique du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- la référence du marché et le numéro du bon de commande,
- l'identification de l'AGER gestionnaire et le nom du correspondant ;
- la désignation des prestations et leur correspondance avec le libellé, le prix et le numéro du bordereau des prix unitaires (BPU).

- La quantité par numéro de prix.
- Le montant HT par numéro de prix et le montant HT par série de prix ;
- les délais de livraison, conformément aux indications de l'Acte d'Engagement (AE).
- Les lieux de livraison ;
- les conditions éventuelles d'exécution ;
- les conditions de facturation ;
- la précision d'un balisage ou pas ;
- le montant total HT, le montant de la TVA, et le montant TTC du bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-9. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et le marché n'est pas alloti.

1-10. Mesures de sécurité-Prestations intéressant la Défense-Obligation de discrétion :

1-10.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-10.2 Dispositions relatives aux prestations intéressant la « Défense » :

Sans objet.

1-10.3 Obligation de discrétion :

Sans objet.

1-11. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-12. Dispositions générales

1-12.1. Dispositions d'ordre générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.eattestations.com>.

1-12.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché du titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-12.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 et 5 du Code du Travail et avant notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En application des articles D.8254-2 et 5 du Code du Travail et avant notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 2193 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français compétents pour l'exécution en sous traitance du marché n°.....du..... ayant pour objet..... »

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

1-12.4. Assurances

Les titulaires et leur sous-traitant éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre.
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que celles de leurs sous-traitants.

Les engins doivent tous être assurés « tous risques ».

1-12.5. Désignation de sous traitants en cours de marché :

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agréments des conditions de paiement formulées dans le projet d'acte spécial. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés aux articles L2193-1 à 14 et R2193-1 à 22 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-12.4. ci-dessus.

1-12.6. Réalisation de prestations similaires :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP.

1-12.7. Clauses sociales et environnementales :

Sans objet.

1-13.Ordres et services :

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

1. L'acte d'engagement, et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.
4. Le bordereau des prix (BPU).

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106868A).

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés comprendre :

- La mise à disposition du matériel et la reprise au lieu indiqué sur chaque bon de commande ;
- Tous les frais afférents à l'entretien et au dépannage de la machine ;
- L'assurance de type "tout risque" appropriée au matériel loué et aux tâches pour lesquelles il est destiné ;
- Toutes les charges liées à l'utilisation normale dans les conditions réglementaires de circulation (livraison, activité et reprise).

3-2.2. Les modalités du règlement des comptes du marché :

Par dérogation aux articles 11.5 du CCAG, les règlements sont effectués sur présentation de factures. La périodicité des règlements sera mensuelle. Les factures devront être déposées par le titulaire du marché sur la plateforme électronique CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) et outre les mentions égales, elles devront comporter les informations suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- le numéro de SIRET de l'état ;
- la référence du code service exécutant ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

3-2.3. Modalités de paiement des avances- Acomptes, soldes et indemnités- Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnité est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Révision des prix

Les prix sont révisibles par l'application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant le mois de la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Pour la révision des prix du marché, le « mois n moins 3 » (m_{n-3}) correspond au mois de la date anniversaire de la notification du marché moins trois mois.

3-3.3. Choix de l'index de référence :

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation	Symbole	Prix concernés
10546185	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 77.32 - Location et bail de machines et équipements pour la construction et le génie civil.	I	Tous les prix du bordereau

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE : <http://indicespro.insee.fr>.
<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>.
- sur le site du Service de l'Observation et des Statistiques du Ministère de l'Environnement de l'Énergie et de la Mer (MEEM). <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr>
- Sur le site du moniteur.

3-3.4. Modalités de révision des prix

La révision des prix s'applique au bordereau des prix unitaires, une fois par an, au moment de la reconduction. La période ferme du marché n'est pas révisable. Le titulaire doit transmettre la liste des prix révisés au pouvoir adjudicateur (PA) sous format informatique modifiable et support non modifiable (format papier ou informatique avec signature certifiée), un mois avant la date anniversaire du marché. À défaut de notification de ces éléments dans le délai imparti, il n'y a pas de révision de prix jusqu'au prochain anniversaire. Le PA dispose de 2 semaines pour accepter le BPU et le notifier.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 1 * (I_{n-3} / I_0)$$

La révision des prix est effectuée une fois par an, en cas de reconduction, à la date anniversaire de notification du marché avec :

I₀=	Valeur de l'index de référence I prise au « mois zéro »
I_{n-3}=	Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date anniversaire de notification du marché moins 3 mois

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée.
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Par dérogation à l'article 10-2-2 du CCAG, en cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés au titulaire postérieurement à la date de reconduction.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code Général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire.

- Le titulaire étranger implanté hors de l'union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des impôts.

3-4. Paiement des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités définies aux articles L2193-1 à 14 et R2193-1 à 22 du Code de la Commande Publique, complétées par les stipulations suivantes :

- Le sous-traitant transmet via CHORUS PRO, avec les mêmes informations (n° EJ, Service exécutant, SIRET État) que le titulaire la facture pour les prestations relevant de son périmètre, les constats et la demande de paiement du titulaire ;
- La facture émise par le sous-traitant intègre le cas échéant : la gestion du remboursement de son avance, la variation des prix, les pénalités et primes.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieure au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisés dans le cadre du marché sont payées en totalité.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION – PENALITES ET PRIMES

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avances

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Sans objet.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts :

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que le retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Pour non-respect du temps d'intervention pour dépannage ou de remplacement des matériels défectueux, défini dans l'article 2.2 du CCTP : **400 euros HT forfaitairement.**

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

Pour non-respect du temps d'intervention pour dépannage ou de remplacement des matériels défectueux, défini dans l'article 2.2 du CCTP : **100 euros HT/Heure dépassée au-delà de 6 heures.**

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Sans objet

4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux

Sans objet.

4-3.5. Pénalité pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9 du présent CCAP, le titulaire subit une **retenue forfaitaire de 100,00 € HT.**

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du présent CCAP, une pénalité journalière de 750 € est appliquée, après constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

4-3.8. Autres pénalités diverses

- Pénalités pour non-respect des délais de livraison :

Pour non-respect du délai de livraison précisé dans le bon de commande : **une pénalité égale à 50% du prix de la location du matériel au jour est appliquée**, par jour calendaire. La livraison est effective si le matériel fourni est en parfait état de fonctionnement

- Pénalités pour absence de non-conformité aux règles en vigueur (pour l'un des trois thèmes ci-après : signalisation de sécurité, défaut d'entretien, équipements défectueux).

Pour non-respect à la conformité des règles en vigueur : **500 euros HT par infraction.**

- Pénalités pour l'absence de mise en œuvre de formation à l'utilisation des matériels :

100 euros HT par journée de retard à partir de la date de livraison

Ces différentes pénalités peuvent se cumuler.

Les pénalités s'appliquent en fonction d'un constat d'un contrôleur désigné par le RPA ou son représentant.

4-4 Primes pour la réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5 Interventions

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement est une PME, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.3 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE

7-1. Période de préparation

Il n'est pas fixé de période de préparation.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Sans objet.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire- Stockage, emballage et transport :

7-3.3.A) Matériels, objets et approvisionnement confiés au titulaire

Sans objet.

7-3.3.B) Stockage, emballage et transport :

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

7-3.5. Maintiens des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail.
- Au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage,
- les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis,
- les équipements de manutention
- les échelles, les échafaudages, les plates-formes, platelages,
- les protections,
- les meubles vestiaires,
- les tenues de travail,
- les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie walkie...).

7-3.7. Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

7-3.8.A) Prise en charge des installations :

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du dossier descriptif technique des installations et des conditions particulières de leur maintenance depuis la mise en service des équipements.

7-3.8.B) Restitution des installations :

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien ou de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné ou de tout expert retenu par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire accepte pendant les 3 derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération supplémentaire.

7-3.8.C) Prise en charge et restitution de la documentation des installations :

Pour la prise en charge des documents un inventaire des notices et des documents remis au titulaire est effectué par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à restituer, en fin d'exécution du marché, toute la documentation remise lors de la signature du marché.

Un procès-verbal contradictoire constate l'état du dossier restitué.

Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution sont à la charge du titulaire.

7-3.9. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des matériels livrés et leur maintenance éventuelle.

7-3.10. Revendication des tiers

Le titulaire garanti le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins, modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si le pouvoir adjudicateur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

7-4. Conditions d'intervention

7-4.1. Nature des interventions

Les interventions comprennent le dépannage, la réparation ou le cas échéant le remplacement des matériels défectueux.

7-4.2. Initiatives

Les interventions sont déclenchées par l'envoi d'un bon de commande conformément aux modalités de l'article 1-5 du présent CCAP.

7-4.3. Période d'intervention

Par dérogation à l'article 32.2.2 du CCAG, la période d'intervention s'étend de 8h à 17h, du lundi au vendredi, aux heures et jours ouvrables.

Dans le cas où un service d'astreinte est mis en place, la période d'intervention est par définition 24h/24 ,7j/7 : nuit, weekend et jours fériés.

7-4.4. Délai d'intervention

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus, c'est-à-dire 24h/24 ,7j/7. Ce délai d'intervention est fixé à compter de l'appel téléphonique émis par le RPA à **SIX HEURES (6h)**.

7-4.5. Durée d'intervention

Sans objet.

7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Sans objet.

7-4.7. Documents à établir après intervention

Sans objet.

7-5. Formation

Formation à l'utilisation de la balayeuse

Une formation pour la prise en main du matériel et maintenance 1^{er} niveau, destinée à former 1 à 3 opérateurs, d'une durée de demi-journée, sera organisée par le prestataire lors de la livraison du matériel. Cette formation est réputée incluse dans le prix de la location des balayeuses.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Il est fait application des dispositions suivantes :

- les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre ;

7-6.1. Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur :

Sans objet.

7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil

A- Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, le titulaire doit, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

B- Le titulaire et le RPA mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par le titulaire et le RPA.

A son initiative ou à la demande du titulaire, le RPA organise une ou des inspections(s) et réunion(s) auxquelles le titulaire convoqué doit obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

C- Le titulaire informe le RPA de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au A du présent article.

7-6.1. Dispositions à prendre pendant la période de préparation dans les locaux ou dépendances du pouvoir adjudicateur :

Sans objet.

7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil

A- Il est rappelé qu'en application des articles R.4512-15 et 16 du Code du Travail, le titulaire doit, avant le début d'exécution des prestations et sur le lieu même de leur exécution, faire connaître à l'ensemble des salariés qu'ils affectent à ces prestations, les dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir.

B- Le titulaire et le RPA mettent en œuvre les mesures prévues par le plan de prévention.

Conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, un plan de prévention est établi par le titulaire et le RPA.

A son initiative ou à la demande du titulaire, le RPA organise une ou des inspections(s) et réunion(s) auxquelles le titulaire convoqué doit obligatoirement participer. Les mesures décidées à l'occasion de ces inspections ou réunions font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

C- Le titulaire informe le RPA de l'intervention de nouveaux salariés sur le site. Il est tenu de procéder à l'information de ces nouveaux salariés conformément au A du présent article.

7-6.3. Surveillance médicale des salariés

Sans objet.

ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

Sans objet.

8-2. Admission

Les stipulations de l'article 30.1 du CCAG sont applicables.

Pour la mise à disposition de matériel, il sera effectué un constat contradictoire lors de la mise à disposition pour constater l'état du matériel. En l'absence d'un état contradictoire, le matériel remis en fin de prestation sera réputé dans un état identique du matériel livré.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Les stipulations de l'article 33 du CCAG sont applicables.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

Les conditions de garantie des prestations sont les suivantes :

- Le matériel est garanti pièces et main d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant toute la durée de location.
- Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.
- Les pièces reprises deviennent la propriété du titulaire.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation :

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA

des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 39 alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP, peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Conformément à l'article 45 du CCAG, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-12.4	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 1-6.6	déroge à l'article	28 et 29 du CCAG
CCAP 1-7	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.2	déroge aux articles	11.5 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	10.2.2 du CCAG
CCAP 7-4.3	déroge à l'article	32.2.2 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	39 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Néant.

c) Normes françaises homologuées

Néant.

d) Autres Normes :

Néant.